

Unité interdépartementale Anjou Maine
Pôle Carrières et Matériaux
Rue du Cul d'Anon
Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy
CS80145
49183 Saint Barthélemy d'Anjou Cedex

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 4 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



BOUYER LEROUX - SA

L'Epinette Vieille n° 2
49280 LA SEGUINIÈRE

Références : 2022-124_INSP_RAP_SB_BOUYER-LEROUX-Epinette Vieille 2

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2022 dans l'établissement BOUYER LEROUX - SA implanté L'Epinette Vieille n° 2 49280 LA SEGUINIÈRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit de la première visite d'inspection depuis la délivrance de l'autorisation d'exploiter cette carrière le 27 octobre 2020 et la notification faite le 17 mars 2022 par l'exploitant, au préfet concernant le début d'exploitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUYER LEROUX - SA
- L'Epinette Vieille n° 2 49280 LA SEGUINIÈRE
- Code AIOT dans GUN : 0006310818
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Il s'agit d'une carrière d'argiles destinée à alimenter la briqueterie de l'exploitant. Elle est autorisée pour 30 ans sur une surface totale d'environ 32 ha dont 23,5 ha d'extraction et pour une production maximale annuelle de 300 000 t.

La visite a montré que l'extraction a débuté au nord ainsi que la constitution du stock d'argiles. L'accès, les secteurs nord et est ont été visités (les autres secteurs étaient toujours agricoles).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Aménagements préliminaires ;
- Biodiversité.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plans	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 2.3.1	/	Sans objet
Paysage	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 3.2.3	/	Sans objet
Milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 3.3.3	/	Sans objet
Milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 3.3.4	/	Sans objet
Milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 3.3.5	/	Sans objet
Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 4.1.2	/	Sans objet
Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 4.1.4	/	Sans objet
Extraction	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 5.1.1.1	/	Sans objet
Surveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 6.2.9.1	/	Sans objet
Surveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 6.2.9.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Relations avec les tiers	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 2.1.3	/	Sans objet
Milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 3.3.2	/	Sans objet
Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 4.1.1	/	Sans objet
Extraction	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 4.2.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas respecté des indications portées dans sa demande d'autorisation d'exploiter ni certaines prescriptions figurant dans son autorisation d'exploiter.

Soulignons notamment que certains aménagements préalables à l'exploitation n'ont pas été faits. De plus on retiendra que l'exploitant n'a pas réalisé les plantations de plus d'un kilomètre linéaire de haies prescrites dès la première période favorable suivant la notification de son autorisation d'exploiter. Pourtant et malgré cela, il a procédé à l'arrachage d'une haie de 300 m environ, dès le début d'exploitation et en dehors de la période prévue. Rappelons qu'il devait attendre au moins un an après les plantations prévues (mais non réalisées) pour procéder à l'arrachage de haies hors de la période de nidification.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Relations avec les tiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 2.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Convention
Prescription contrôlée : Il est interdit de laisser à des tiers (agriculteur, apiculteur, ...) l'utilisation, même partielle du site, avant le terme de l'exploitation sans qu'une convention, co-signée, précisant les conditions de sécurité à respecter et la nécessité de satisfaire aux dispositions du présent arrêté n'ait été préalablement établie entre les tiers et l'exploitant. Une convention est également établie entre l'exploitant et les tiers, dont les activités sont susceptibles d'interférer avec celles de l'exploitant. La convention définit les modalités des gestions des parties communes aux activités de chaque exploitant (le cas échéant accès, circulation, gestion des eaux, moyens d'alerte et de secours,...) dans le respect du présent arrêté ainsi que la responsabilité de chacun dans leur exploitation (entretien, mise à disposition, utilisation,...) en fonctionnement normal et dégradé. La convention vise à assurer la préservation de l'environnement et la sécurité (des personnes, biens,...). La convention précise les conditions d'informations réciproques en cas d'incident ou d'accident. L'ensemble des personnels concernés (de l'exploitant et des tiers) en est informé. Cette convention est tenue à la disposition de l'inspection. En outre, l'exploitant laisse le libre accès, en toute sécurité, aux propriétaires et utilisateurs des terrains en grande partie entourés par l'emprise de la carrière. Il s'agit de tout ou partie des parcelles ZB37, du chemin rural dit de La Bifaumoine de Saint-Léger-sous-Cholet, AE61, AE67, AE192, AE193, AE238, AE241, AE243, AH145, AH146 de La Séguinière.
Constats : Des plans de prévention sécurité jouant le rôle de convention sont établis entre l'exploitant et les agriculteurs, dont les activités sont susceptibles d'interférer avec celles de l'exploitant. Ces documents co-signés comportent notamment les mesures de prévention, et des plans indiquant les zones à risques ainsi que les accès et les zones à disposition. En outre, l'exploitant laisse le libre accès, en toute sécurité, aux propriétaires et utilisateurs des terrains en grande partie entourés par l'emprise de la carrière (les terrains concernés étaient en culture de blé lors de l'inspection).
Observations : Si besoin, ces documents devront être ajustés ou révisés en fonction de l'avancement de l'exploitation de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 2.3.1
Thème(s) : Autre, Plans
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque année, l'exploitant établit un ou plusieurs plans orientés, d'échelle adaptée à la superficie de l'installation et clairement lisibles.</p> <p>Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et doit indiquer explicitement :</p> <ul style="list-style-type: none">• les dates de levé,• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;• l'emplacement des bornes (y compris celles de nivellement) ;• les limites du périmètre sur lequel porte l'extraction de matériaux ;• les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation et de remblayage ;• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation sont définis en m NGF, faisant apparaître notamment les cotes de fond de fouille, remblayage et sommet des stocks ;• la position des ouvrages ou équipements dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique, sur le site et dans son voisinage immédiat et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan ou un plan complémentaire :</p> <ul style="list-style-type: none">• les zones en cours d'exploitation,• les zones exploitées en cours de remise en état,• les zones remises en état et la nature de la remise en état effectuée (en particulier les zones remblayées sont identifiées),• les futures zones à exploiter,• les secteurs en eau,• les zones particulières de préservation (écologique,...),• la localisation des installations (transit et stockage temporaire de matériaux minéraux),• la localisation des pistes, clôtures et accès,• les voies d'accès, accès et chemins menant notamment aux différents secteurs de la carrière,• les cours d'eau, fossés, voies ou chemins publics limitrophes.
<p>Constats : L'exploitant a communiqué un plan lors de l'inspection puis a transmis le même jour des plans en version numérique des installations.</p> <p>Ces plans indiquent explicitement :</p> <ul style="list-style-type: none">• une date (sans toutefois préciser explicitement s'il s'agit de la date de levé topographique),• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter et les abords apparaissent dans un rayon de 50 mètres tout autour du site (très limite au Sud). Les plans sont erronés puisqu'au nord, l'ensemble de la voie enrobée a été intégrée dans le périmètre d'autorisation (cf. annexe 1 de l'AP) ce qui n'est pas le cas sur les plans présentés ;• l'emplacement des bornes (y compris celles de nivellement). Le bornage n'inclut pas la voie enrobée au nord du site alors qu'elle est incluse dans le périmètre ;• les limites du périmètre sur lequel porte l'extraction de matériaux ;• les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation ;• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation sont définis en m NGF, faisant apparaître notamment les cotes de fond de fouille ;• la position des ouvrages ou équipements dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique, sur le site et dans son voisinage immédiat et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.• les zones en cours d'exploitation,• les futures zones à exploiter,• les secteurs en eau,• les zones particulières de préservation (écologique,...), en particulier la zone humide ;

<ul style="list-style-type: none"> • la localisation des installations (transit et stockage temporaire de matériaux minéraux), ne figure pas sur le plan (non existante au moment du levé) , • la localisation des pistes, clôtures et accès, ne figuraient pas sur le plan. Les clôtures ont été indiquées sur un plan complémentaire transmis mais pas les accès ni les pistes. • les voies d'accès, accès et chemins menant notamment aux différents secteurs de la carrière, ne figurent pas sur les plans. • les cours d'eau, fossés, voies ou chemins publics limitrophes.
Observations : L'exploitant doit mettre à jour son plan pour : <ul style="list-style-type: none"> • préciser que la date indiquée correspond à la date du levé topographique, • ajouter une légende et mettre en cohérence la limite du périmètre autorisé avec celle de l'AP en particulier au nord, ce qui n'est pas le cas au niveau de la voie d'accès, • faire apparaître clairement la localisation des pistes et accès et les voies d'accès, accès et chemins menant notamment aux différents secteurs de la carrière.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 3.2.3
Thème(s) : Autre, Intégration paysagère
Prescription contrôlée : Les aménagements paysagers prescrits par le présent arrêté sont conservés et entretenus jusqu'au terme de l'autorisation d'exploiter. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. La position et la hauteur des stocks de matériaux et de déchets sont adaptées de façon à limiter leur perception depuis l'extérieur du site. En limite d'emprise le long de la RD63, une haie bocagère basse (environ 1 m) est plantée dès la première période favorable suivant la notification du présent arrêté. A l'Est de la voie privée d'accès, le long du secteur Sud-Ouest, la haie bocagère est renforcée dès la première période favorable suivant la notification du présent arrêté. L'ensemble des haies périphériques des terrains exploités est, au besoin, renforcé dès la première période favorable suivant la notification du présent arrêté. Le décapage des zones d'extraction est réalisé progressivement et suit l'avancement de l'exploitation.
Constats : L'exploitation effective a débuté récemment. L'ensemble du site et ses abords sont maintenus en bon état de propreté. La position et la hauteur des stocks de matériaux étaient très limitées et il n'y avait pas d'apports de déchets. En limite d'emprise le long de la RD63, l'exploitant n'a pas planté une haie bocagère basse (environ 1 m) dès la première période favorable suivant la notification de l'arrêté de 2020. A l'Est de la voie privée d'accès, le long du secteur Sud-Ouest, la haie bocagère n'a pas été renforcée dès la première période favorable suivant la notification de l'arrêté de 2020. Aucune des haies périphériques des terrains exploités n'a été renforcée dès la première période favorable suivant la notification de l'arrêté de 2020. Aucune plantation n'a été constatée sur le site, l'exploitant a transmis un devis et expliqué que les plantations seront réalisées à l'automne/hiver 2022. Le décapage des zones d'extraction est réalisé progressivement et suit l'avancement de l'exploitation.
Observations : L'exploitant devra justifier au préfet son engagement sur les actions futures (plantations en particulier) puis de la réalisation effective des plantations prescrites.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 3.3.2
Thème(s) : Autre, Mesures d'évitement
Prescription contrôlée : La partie Nord, Nord-Est de la parcelle AH117 de la Séguinière, où une zone humide est présente ne fait l'objet d'aucune extraction ou dépôt.
Constats : La limite de l'emplacement de la zone humide ne coïncide pas avec la clôture agricole présente sur la parcelle, l'exploitant l'a donc identifiée sur le site avec un piquetage (des catadioptrés étaient en place). L'emplacement de la zone humide est de plus précisé sur les plans. La partie Nord, Nord-Est de la parcelle AH117 de la Séguinière, où une zone humide est présente ne faisait l'objet d'aucune extraction ou dépôt.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 3.3.3
Thème(s) : Autre, Mesures de réduction
Prescription contrôlée : L'arrachage des haies ne pouvant être conservées, est réalisé en dehors des périodes de nidification ou de reproduction des espèces les fréquentant, au cours de l'hiver (entre les mois de septembre et mars). Cet arrachage à l'avancement ne peut intervenir qu'au moins un an après la réalisation des plantations de haies prévues à l'article 3.2.1 et de la création d'une haie sur la parcelle AH117 de la Séguinière, entre la zone humide et le secteur à extraire qui doivent être faites dès la première période favorable suivant la notification du présent arrêté. En particulier, pour assurer la conservation de la population de chauves-souris qui fréquente la haie présente au point de passage entre le secteur d'extraction Nord et le secteur d'excavation Sud-Est, la longueur de la trouée à faire dans la haie est limitée au minimum nécessaire au passage. La trouée dans cette haie est créée pendant la période hivernale, entre les mois de novembre et février. Dès le début de l'exploitation du secteur Sud-Est, un dispositif d'alimentation de la zone humide conservée dans la partie Nord, Nord-Est de la parcelle AH117 de la Séguinière est mis en place, conformément aux dispositions indiquées à l'article 6.2.7.2 pour le secteur Sud-Est .
Constats : L'arrachage de la haie en limite sud-ouest de la parcelle AE242 sur environ 300 m a été réalisé (en mai 2022 selon photo du 02/05/2022 figurant dans le rapport du CPIE concernant le repérage de l'Oenanthe à feuilles de peucedan qui était en bordure de la haie). L'arrachage n'a pas eu lieu en dehors des périodes de nidification ou de reproduction des espèces la fréquentant, c'est à dire au cours de l'hiver (entre les mois de septembre et mars). En outre, vu que l'exploitant n'a réalisé aucune des plantations prescrites dès la première période favorable qui a suivi la notification de l'AP de 2020, l'arrachage n'est pas intervenu au moins un an après la réalisation des plantations de haies prévues alors que l'AP l'impose. Aucune haie n'a été créée sur la parcelle AH117 de la Séguinière, entre la zone humide et le secteur à extraire. L'exploitant a effectué 2 trouées dans la haie entre le secteur d'extraction Nord et le secteur d'excavation Sud-Est fréquentée par une population de chauves-souris pour le passage des engins alors qu'une seule était prévue. La longueur cumulée de ses 2 trouées est de près de 20 m, la période de création de ces trouées n'a pas été précisée. L'inspection des installations classées ne peut dire si elle ont été créées pendant la période hivernale, entre les mois de novembre et février comme l'impose l'AP. L'exploitation (décapage d'une partie des terrains) du secteur Sud-Est a débuté mais aucun dispositif particulier d'alimentation de la zone humide conservée dans la partie Nord, Nord-Est de la parcelle AH117 n'était mis en

place.
Observations : L'exploitant doit fournir à minima des explications quant au non respect des dispositions relatives aux haies et justifier des actions à mettre en œuvre dans les plus brefs délais concernant l'alimentation de la zone humide conservée dans la partie Nord, Nord-Est de la parcelle AH117.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 3.3.4
Thème(s) : Autre, Mesures compensatoires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à leur destruction, un repérage des pieds d'Oenanthe à feuilles de peucedan présents dans le secteur Nord du site est effectué en période de floraison. Ces pieds sont prélevés et replantés en période favorable (août à octobre) sur la pointe Nord-Ouest de la parcelle AE147 de la Séguinière.</p> <p>Dès la première période favorable suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant replante 920 m de linéaires de haies bocagères et renforce 180 m de haies bocagères existantes conformément aux dispositions des articles 3.2.1 et 3.3.3. Ces plantations sont en outre complétées par la reconstitution d'un maillage bocager dans le cadre de la remise en état final du site en fin d'exploitation prévue à l'article 7.1.1.</p> <p>L'exploitant est en mesure de localiser et justifier la nature des plantations réalisées.</p> <p>Dès le début de l'extraction, l'exploitation est conduite de façon à obtenir des pentes faibles sur un maximum des pourtours des fosses d'extraction (proches ou inférieures à 20°).</p> <p>Une couche d'argile est impérativement maintenue en fond des fosses. Le fond de fosse présente une surface non homogène, bosselée, favorisant la création de petites surfaces en eau et exondées.</p> <p>Constats : Préalablement à leur transfert (destruction de leur milieu), un repérage des pieds d'Oenanthe à feuilles de peucedan présents dans le secteur Nord du site a été effectué en période de floraison par le CPIE (cf. rapport de juin 2022 du repérage du 02/05/2022).</p> <p>Les pieds ont ensuite été prélevés. De fait, ils n'ont pas été prélevés et replantés en période favorable (août à octobre). L'opération s'est déroulée le 03 mai 2022, les pieds d'Oenanthe à feuilles de peucedan ont été transférés sur la pointe Nord-Ouest de la parcelle AE147 ainsi que de la terre végétale présente au niveau de ces populations selon le rapport du CPIE.</p> <p>Comme déjà signalé, l'exploitant n'a pas replanté 920 m de linéaires de haies bocagères et n'a pas renforcé de 180 m les haies bocagères existantes dès la première période favorable suivant la notification de l'AP de 2020.</p> <p>L'exploitant n'était de fait pas en mesure de localiser et justifier la nature des plantations puisqu'elles n'ont pas été réalisées. Comme déjà signalé, les plantations sont prévues à l'automne/hiver 2022 (un devis en ce sens a été présenté par l'exploitant).</p> <p>L'exploitation a débuté récemment et il a été rappelé à l'exploitant qu'elle doit être conduite de façon à obtenir des pentes faibles sur un maximum de pourtours des fosses d'extraction proches ou inférieures à 20° comme le préconisait l'étude d'impact figurant dans sa demande d'autorisation d'exploiter. Ce point n'était pas clairement perceptible in-situ, sans toutefois que cela ne présente d'impact dans la mesure où, la surface en eau était très limitée dans l'excavation lors de l'inspection.</p> <p>Une couche d'argile est maintenue en fond des fosses et le fond de fosse présente une surface non homogène.</p> <p>Observations : L'exploitant doit à minima apporter des explications sur le non respect des dispositions qui lui incombent, confirmer son engagement au préfet sur les actions futures (plantations en particulier) puis la réalisation effective des plantations.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 3.3.5
Thème(s) : Autre, Suivis biologiques
Prescription contrôlée : <p>Au niveau de la zone humide préservée sur la parcelle AH117 de la Séguinière, un suivi annuel de la pédologie et de la flore est effectué par un bureau d'étude biologique spécialisé. En outre, un suivi est effectué 2 fois par an, par un bureau d'étude biologique spécialisé sur la partie non extraite de la parcelle AH117 de la Séguinière, afin de recenser les espèces végétales (touffes de joncs, ...) et animales (Campagnol amphibie,...).</p> <p>Un suivi annuel relatif aux pieds d'Oenanthès à feuilles de peucedan transplantés est fait durant les 3 années suivant la transplantation. Ce suivi est renouvelé durant la 5ème et de la 8ème année suivant la transplantation.</p> <p>Un suivi annuel des diverses plantations est fait durant les 3 années suivant les plantations. Ce suivi est renouvelé lors de la 6ème et de la 8ème année qui suivent les plantations. Lors de ces 2 années, outre les plantations, le suivi porte également sur la vérification de l'utilisation des corridors créés par les espèces ciblées (chauves-souris notamment).</p> <p>Les rapports des suivis (incluant les éventuelles préconisations) réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Au niveau de la zone humide préservée sur la parcelle AH117 de la Séguinière, il n'y a pas eu de suivi annuel de la pédologie et de la flore d'effectué par un bureau d'étude biologique spécialisé depuis la notification de l'AP de 2020. <p>Le suivi 2 fois par an, par un bureau d'étude biologique spécialisé sur la partie non extraite de la parcelle AH117 de la Séguinière, afin de recenser les espèces végétales (touffes de joncs, ...) et animales (Campagnol amphibie,...) n'a pas été effectué.</p> <p>La transplantation des pieds d'Oenanthès à feuilles de peucedan est toute récente (mai 2022), de fait leur suivi annuel débutera en 2023.</p> <p>En l'absence de réalisation des plantations par l'exploitant, le suivi annuel de ces dernières n'a pas débuté.</p> <p>L'exploitant dispose d'un rapport de suivi annuel du CPIE selon ses indications (non vu) mais pas au niveau de la zone humide.</p>
Observations : L'exploitant doit faire procéder aux suivis prescrits notamment au niveau de la zone humide.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 4.1.1
Thème(s) : Autre, Panneaux
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu de mettre en place sur la voie d'accès au chantier d'extraction de matériaux un panneau indiquant en caractères apparents :</p> <ul style="list-style-type: none">• son identité (raison sociale et adresse de l'exploitant),• la référence de l'autorisation (numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation),• l'objet des travaux,• l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. <p>Le panneau est en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.</p>

<p>L'exploitant est tenu d'installer en tous points nécessaires, en périphérie des site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des panneaux interdisant l'accès du public au site, • des panneaux avertissant des dangers du site.
<p>Constats : L'exploitant a mis en place sur la voie d'accès au chantier d'extraction de matériaux un panneau indiquant en caractères apparents :</p> <ul style="list-style-type: none"> • son identité (raison sociale et adresse de l'exploitant), • la référence de l'autorisation (numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation), • l'objet des travaux, • l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. <p>Le panneau est en matériaux résistants, les inscriptions étaient visibles.</p> <p>L'exploitant a aussi mis en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des panneaux interdisant l'accès du public au site, • des panneaux avertissant des dangers du site.
<p>Observations : Le panneau à l'entrée du site est en retrait du portail et certaines indications sont difficilement lisibles (petits caractères) sans entrer sur le site. Le panneau pourrait être positionné plus près du portail pour être plus lisible.</p> <p>La signalisation des risques devra être complétée à l'avancement de l'exploitation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Aménagements préliminaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 4.1.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Bornage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et au minimum une borne de nivellement ; ces bornes doivent rester en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site, • un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées au présent arrêté. <p>Ces bornes et piquets sont conservés, maintenus repérables et dégagés de la végétation pendant toute la durée d'exploitation de la carrière.</p> <p>Un plan de bornage est établi. Un exemplaire de ce plan est conservé sur le site d'exploitation afin de pouvoir être présenté lors de tout contrôle de l'administration. Un exemplaire de ce plan est transmis avec la transmission de l'information du préfet prévue à l'article 4.1.6 du présent arrêté.</p>
<p>Constats : L'exploitant a placé des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et plusieurs bornes de nivellement. Toutefois, comme déjà signalé, il a été constaté que la voie au nord du site qui est dans le périmètre de l'autorisation d'exploiter (cf. AP) n'est pas incluse dans le périmètre sur le plan de bornage de l'exploitant.</p> <p>Il n'a pas été vu de piquetage pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées par l'arrêté. Un piquetage serait mis en place au moment du décapage et de la constitution des merlons périphériques selon l'exploitant mais n'est pas conservé (pas vu) pendant toute la durée d'exploitation de la carrière.</p> <p>Le plan d'exploitation montre au nord-est, qu'à 2 reprises, la bande de 10 m a été très légèrement réduite à environ 9 m. Ce plan précise qu'une surface de 59 m² (20 m² + 39 m²) a en conséquence été extraite dans la bande de 10 m.</p> <p>Ce plan de bornage n'a pas été transmis avec la notification de début d'exploitation faite le 17 mars 2022 au préfet comme le prévoit l'article 4.1.6 de l'AP.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit se mettre en conformité et en informer le préfet. Il doit également compléter la notification de début d'exploitation faite au préfet le 17 mars 2022 avec les justificatifs de</p>

réalisation des aménagements, comme cela est prescrit par l'article 4.1.6 de l'AP.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 4.1.4
Thème(s) : Autre, Accès
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'accès à l'emprise principale de l'établissement se fait par la voie privée enrobée existante qui rejoint la RD 63 tout comme la sortie du site.</p> <p>Les accès aux voiries publiques sont aménagés, en accord avec les services gestionnaires compétents et la municipalité concernée, de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique.</p> <p>Les aménagements routiers et la signalisation concernant les accès, y compris débouchés de la voie privée (sortie de camions) sont réalisés dans les conditions définies par les autorités compétentes et de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique. Un panneau « Stop » et un marquage au sol sont présents sur la voie privée d'accès, au niveau de sa jonction avec la R63.</p> <p>En accord et conformément à la demande du gestionnaire de la RD63, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • élargit la « patte d'oie » constituant la jonction de la voie privée avec la RD63, • renforce la signalisation indiquant la présence de l'accès à la carrière sur la RD63. <p>Depuis la voie privée enrobée, deux passages sont aménagés pour accéder aux secteurs d'exploitation Nord et Sud. Les aménagements (busage du fossé) permettent le passage en sécurité et l'écoulement, en toutes circonstances, des eaux dans le fossé.</p> <p>Les aménagements et la signalisation de la traversée du chemin rural dit de La Bifaumoine, située entre les secteurs d'extraction Nord et Est sont réalisés dans les conditions définies avec le gestionnaire de cette voie de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique.</p> <p>L'écoulement des eaux pluviales doit également, s'il y a lieu, faire l'objet d'aménagement afin de limiter le ruissellement sur les voies publiques.</p> <p>Par ailleurs, toute disposition est prise afin de rendre possible l'accès des engins de secours à partir de la voie publique.</p>
<p>Constats : L'accès à l'emprise principale de l'établissement se fait par la voie privée enrobée existante qui rejoint la RD 63 tout comme la sortie du site.</p> <p>Les aménagements routiers concernant l'accès à la RD63 n'ont pas été réalisés dans les conditions définies par les autorités compétentes. Le marquage au sol du "Stop" est effacé sur la voie privée d'accès, au niveau de sa jonction avec la RD63.</p> <p>L'exploitant n'a pas élargi la « patte d'oie » constituant la jonction de la voie privée avec la RD63.</p> <p>L'exploitant n'a pas renforcé la signalisation présente indiquant la présence de l'accès à la carrière sur la RD63.</p> <p>L'exploitant a précisé que les travaux étaient prévus en août 2022 (lors de l'arrêt de la briqueterie) et a présenté un devis les concernant à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'inspection des installations classées a noté que l'exploitant avait signalé ce décalage dans le temps de l'aménagement lors de la notification de début d'exploitation qu'il a adressée au préfet le 16 mars 2022.</p> <p>Des passages sont aménagés pour accéder aux secteurs d'exploitation Nord et Sud. Les aménagements (busage du fossé) permettent le passage en sécurité et l'écoulement des eaux dans le fossé.</p> <p>Deux trouées (près de 10 m chacune environ) ont été faites pour la traversée du chemin rural dit de La Bifaumoine, située entre les secteurs d'extraction Nord et Est. Le chemin étant intégré à la parcelle, il n'a pas été constaté de signalisation.</p>
Observations : L'exploitant doit réaliser les travaux prescrits et informer le préfet de leur réalisation effective.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 4.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage
Prescription contrôlée : <p>L'extraction de matériaux est réalisée en 6 phases quinquennales conformément au principe de phasage et aux plans de phasage d'exploitation et de remise en état du site annexés au présent arrêté lorsqu'ils ne s'opposent pas aux dispositions précisées dans le présent arrêté.</p> <p>La terre végétale située au-dessus du gisement est stockée en merlons périphériques, notamment en regard des habitations les plus proches et de la RD63 (cf. article 5.1.1.4) pour constituer des écrans visuels et acoustiques. L'excédent éventuel peut être stocké temporairement au Sud du site. La terre végétale est utilisée dans le réaménagement du site au fil de son avancement et pour la finalisation de la remise en état.</p> <p>Les 18 derniers mois de la présente autorisation sont réservés à la finalisation des travaux de remise en état de la carrière (remblayage, aménagements,...), il n'y a pas d'extraction sur cette période.</p> <p>L'extraction est réalisée à ciel ouvert, en fouille hors d'eau. Si besoin, le maintien hors d'eau de l'extraction se fait par évacuation des eaux présentes par pompage et/ou par simple isolement du secteur en eau au moyen de digues d'argile constituées à l'avancement.</p> <p>L'extraction est conduite par des engins mécaniques sans utilisation d'explosif. Les matériaux extraits ne font pas l'objet de lavage ni d'un traitement particulier au sein de l'emprise de l'établissement.</p> <p>L'extraction peut être conduite simultanément sur différents secteurs (jusqu'à 3) pour assurer une homogénéisation des argiles. Les matériaux extraits sur les différents secteurs sont pour l'essentiel acheminés sur le secteur Nord au niveau de la station de transit des argiles (cf. article 1.2.2). Les matériaux extraits peuvent néanmoins être acheminés directement vers la briqueterie.</p>
Constats : L'extraction des matériaux a débuté conformément aux principes du phasage prévu. Elle n'avait toutefois pas encore démarré sur les secteurs au sud et à l'est.
La terre végétale située au-dessus du gisement est stockée en merlons périphériques. Comme déjà signalé, le merlon n'a pas été constitué le long de la RD63 (cf. article 5.1.1.4) où les terrains sont toujours en culture.
L'extraction est réalisée à ciel ouvert, en fouille hors d'eau.
Un pompage de maintien hors d'eau de l'extraction a été réalisé en mars et avril et les eaux ont été dirigées vers le bassin de décantation de la carrière adjacente selon l'exploitant.
L'extraction est conduite par des engins mécaniques sans utilisation d'explosif. Les matériaux extraits ne font pas l'objet de lavage ni d'un traitement particulier au sein de l'emprise de l'établissement.
Les matériaux extraits sont acheminés sur le secteur Nord au niveau de la station de transit des argiles (cf. article 1.2.2).
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 5.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Distances
Prescription contrôlée : <p>Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette distance minimale s'applique en particulier autour de chacun des pylônes supportant les lignes électriques très haute tension qui traverse l'emprise de l'établissement. Elle s'applique à partir de la limite Ouest de la voie privée d'accès présente à l'Est du site.</p> <p>La distance minimale est supérieure à 20 m le long de la RD63. Le long de cette voie, les bords de l'excavation sont de plus positionnés au Nord du merlon prévu à l'article 5.1.1.4 et de façon à en conserver l'intégrité.</p> <p>En outre, l'extraction est réalisée à au moins 80 m en amont du ruisseau de l'Epinette (au Nord), du ruisseau de</p>

<p>la Forêt (à l'Est) et 260 m du ruisseau du Passe-Gain (au Sud).</p> <p>De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.</p>
<p>Constats : Sauf au niveau de 2 secteurs déjà signalés (où l'excavation empiète légèrement, d'environ 1 m sur la bande de 10 m), les bords des excavations sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</p> <p>L'éloignement est respecté autour de chacun des pylônes supportant les lignes électriques et de la limite Ouest de la voie privée d'accès présente à l'Est du site.</p> <p>La distance minimale est supérieure à 20 m le long de la RD63 puisque ce secteur n'a pas encore été exploité.</p> <p>En outre, l'extraction est réalisée à au moins 80 m en amont du ruisseau de l'Épinette (au Nord), du ruisseau de la Forêt (à l'Est) et 260 m du ruisseau du Passe-Gain (au Sud).</p>
<p>Observations : L'exploitant doit veiller au respect strict des distances prescrites.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Surveillance des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 6.2.9.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chacune des fosses d'extraction, l'exploitant enregistre les périodes de pompage des eaux, la destination des eaux pompées et les quantités d'eaux (m³) pour chaque destination. La capacité de pompage d'exhaure est adaptée pour permettre le bon fonctionnement des bassins de décantation nécessaire assurant la conformité des rejets.</p> <p>L'exploitant effectue, au niveau des points de rejets A et B (N°1, N°2, N°3 et N°4) identifiés à l'article 6.2.7.2.1, une analyse annuelle des eaux rejetées portant au moins sur les paramètres correspondant à ces points, prévus à l'article 6.2.7.2.2.</p> <p>En cas de rejet vers le plan d'eau voisin, l'exploitant réalise, au niveau du point de rejet C (N°5), à compter du début du remblayage, une analyse portant au moins sur les paramètres correspondant à ce point, prévus à l'article 6.2.7.2.2.</p>
<p>Constats : Seul une partie du secteur nord a été extraite à la date de l'inspection. L'exploitant a indiqué que le chef de carrière enregistre les périodes de pompage des eaux, la destination des eaux pompées et les quantités d'eaux (m³) pour chaque destination.</p> <p>Ce dernier n'a pas été en mesure de donner précisément la seule période de pompage réalisée pour le site. Il a précisé qu'elle avait débuté le 28 mars 2022 et s'était poursuivie sur avril sachant que la pompe thermique (temps de fonctionnement limité par la capacité du réservoir de carburant) a un débit de 80 m³/h selon lui et qu'environ 50 000 m³ aurait été évacués.</p> <p>Les bassins de décantation du site ne sont pas encore opérationnels. Il a été noté que le bassin de décantation créé au nord n'était pas encore équipé de surverse (le niveau d'eau était bas dans ce bassin) et que les autres bassins ne sont pas encore réalisés (secteurs pas encore extraits).</p> <p>Aucun rejet n'a été effectué au niveau des points de rejets prévus par l'AP et de fait aucune analyse des eaux rejetées à ces points n'a été faite.</p> <p>Il n'y a pas eu de rejet vers le plan d'eau voisin selon l'exploitant et de fait aucune analyse des eaux rejetées vers ce point n'a été faite.</p> <p>Bien que l'AP de la carrière inspectée ne l'envisage pas, le rejet a été fait dans le bassin de décantation de la carrière voisine selon l'exploitant. Les rejets de ce bassin voisin sont encadrés par l'AP de cette carrière adjacente.</p>

Observations : Compte tenu des indications du chef de carrière, pour 50 000 m ³ rejetés, il est probable que le pompage qui est discontinu à hauteur de 80 m ³ /h se soit déroulé au moins sur une bonne partie du mois de mai. Ces indications posent par ailleurs question sur l'origine du volume annoncé dans la mesure où le début d'exploitation a été déclarée au préfet le 17 mars 2022, soit moins de 10 jours avant le début du pompage. L'exploitant doit satisfaire à son AP, enregistrer les périodes de pompage et justifier que les rejets sont acceptables par le milieu récepteur final.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 6.2.9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque la surveillance concerne des ouvrages privés, elle est réalisée sous réserve de l'accord des propriétaires des ouvrages.</p> <p>L'exploitant effectue, en période de basses eaux et en période de hautes eaux, une mesure du niveau d'eau dans les ouvrages listés à l'article 6.2.8.1. Pour ce qui concerne les fosses d'extraction, la mesure est effectuée avant l'éventuel pompage des eaux.</p> <p>Les niveaux d'eau mesurés sont exprimés en m NGF.</p> <p>Préalablement au début du remblayage avec des apports extérieurs :</p> <p>L'exploitant réalise une analyse initiale portant au moins sur l'ensemble des paramètres (annuels et quinquennaux) prévus à l'article 6.2.8.2 au niveau des eaux présentes dans les fosses d'extraction et dans un puits (parmi les plus proches) situé à l'Épinette Vieille et dans un puits situé à La Bifaumoine, l'aval hydraulique du site.</p> <p>Par la suite, durant toute la durée d'exploitation</p> <p>L'exploitant réalise ensuite, une analyse annuelle portant au moins sur les paramètres annuels prévus à l'article 6.2.8.2 au niveau des eaux présentes dans les fosses d'extraction et dans un puits (parmi les plus proches) situé à l'Épinette Vieille.</p> <p>L'exploitant réalise en complément, une analyse quinquennale portant au moins sur les paramètres quinquennaux prévus à l'article 6.2.8.2 au niveau des eaux présentes dans les fosses d'extraction et dans un puits (parmi les plus proches) situé à l'Épinette Vieille.</p> <p>Constats : L'exploitant a communiqué un suivi en période de basses eaux et en période de hautes eaux, du niveau d'eau dans 8 ouvrages autour du site. Ce suivi (dernier relevé du 18 mars 2022) ne donne pas d'indication concernant la fosse d'extraction avant le pompage des eaux débuté le 28 mars 2022 (sachant que le début d'exploitation a été déclaré au préfet le 17 mars 2022).</p> <p>Le remblayage avec des apports extérieurs n'avait pas débuté et l'exploitant ne disposait pas de l'analyse préalable prévue.</p> <p>L'exploitant a communiqué une proposition de juin 2021 de son prestataire (Géoscop) relative à la réalisation des suivis (bruit, eaux et poussières) notamment pour le site inspecté.</p> <p>Observations : Il est rappelé que le suivi du niveau d'eau doit aussi être fait dans les fosses d'extraction avant l'éventuel pompage. L'exploitant doit donc le réaliser.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>